

## **CANAL**

Association régie par la loi du 1er juillet 1901

### **RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS**

**EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024**

## **CANAL**

### **Rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes annuels**

**Exercice clos le 31 décembre 2024**

---

Aux membres de l'assemblée générale,

#### **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association CANAL relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association CANAL à la fin de cet exercice.

#### **Fondement de l'opinion**

##### ***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

##### ***Indépendance***

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

#### **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du trésorier et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'assemblée générale.

### **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient au bureau d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe au bureau d'évaluer la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité. Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

### **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Paris, le 18 juin 2025

Le commissaire aux comptes  
**EXPERTISE ET CONSEIL**

Stéphane CUZIN  
Associé



# BILAN ACTIF

ASS CANAL

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

ACTIF	Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024			01/01/2023 au 31/12/2023
	Brut	Amort. & Dépréc.	Net	
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilitisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets et droits similaires				
Autres	2 032	2 032		
Immobilitisations incorporelles en cours	3 300		3 300	3 300
Avances et acomptes				
Immobilitisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techn., matériel et outill. ind.	1 379	848	532	451
Immobilitisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Autres	402 165	204 549	197 616	196 587
Biens reçus par legs ou d. dest. à être cédés				
Immobilitisations financières				
Participations et créances rattachées				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres	25 166		25 166	24 030
<b>TOTAL (I)</b>	<b>434 043</b>	<b>207 429</b>	<b>226 614</b>	<b>224 368</b>
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Créances				
Créances clients, usagers et comptes ratt.	87 863		87 863	2 495
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	284 926		284 926	261 973
Valeurs mobilières de placement				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	635 233		635 233	886 819
Charges constatées d'avance	41 422		41 422	9 916
<b>TOTAL (II)</b>	<b>1 049 445</b>		<b>1 049 445</b>	<b>1 161 203</b>
Frais d'émission des emprunts (III)				
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Ecarts de conversion actif (V)				
<b>TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)</b>	<b>1 483 487</b>	<b>207 429</b>	<b>1 276 058</b>	<b>1 385 571</b>



# BILAN PASSIF

ASS CANAL

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

PASSIF	Du 01/01/2024 au 31/12/2024	Du 01/01/2023 au 31/12/2023
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecarts de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité	129 883	129 883
<i>Dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	26 455	26 455
<i>Excédents et réserves affectés à l'investissement</i>	5 000	5 000
<i>Excédents affectés à la couverture du BFR (réserve de trésorerie)</i>		
<i>Réserves de compensation des déficits et charges d'amortissement</i>		
Autres	150 599	150 599
Report à nouveau	208 428	-66 600
<i>Dont report à nouveau des activités SMS sous gestion contrôlée</i>	517 696	-11 724
Excédent ou déficit de l'exercice	27 426	275 028
<i>Dont résultat de l'exercice des activités SMS sous gestion contrôlée</i>	-1 356	270 906
<i>Situation nette (sous total)</i>	516 337	488 910
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
<b>TOTAL (I)</b>	<b>516 337</b>	<b>488 910</b>
FONDS REPORTÉS ET DÉDIÉS		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés	52 494	21 500
<b>TOTAL (II)</b>	<b>52 494</b>	<b>21 500</b>
PROVISIONS		
Provisions pour risques	49 465	49 465
Provisions pour charges	74 702	79 584
<b>TOTAL (III)</b>	<b>124 167</b>	<b>129 049</b>
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	97 061	75 300
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	346 354	345 357
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	1 316	1 455
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	138 330	324 000
<b>TOTAL (IV)</b>	<b>583 061</b>	<b>746 112</b>
Ecarts de conversion passif	(V)	
<b>TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)</b>	<b>1 276 058</b>	<b>1 385 571</b>



# COMPTE DE RÉSULTAT

ASS CANAL

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

	Du 01/01/24 au 31/12/24	Du 01/01/23 au 31/12/23
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>		
Cotisations	110	140
Ventes de biens et services		
Ventes de biens		
Ventes de dons en nature		
Ventes de biens des activités sociales et médico-sociales		
Prestations de services	13 899	20 486
Parrainages		
Prestations de services des activités sociales et médico-sociales	-250	6 500
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	880 057	658 815
Contributions financ. des autorités de tarification relatives aux activités sociales et médico-sociales	2 073 272	2 156 049
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	57 422	133 613
Utilisations des fonds dédiés	21 500	50 731
Autres produits	2 748	3 002
<b>TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION (I)</b>	<b>3 048 758</b>	<b>3 029 336</b>
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>		
Achats de marchandises		
Variation de stock		
Autres achats et charges externes	596 648	451 786
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	165 085	173 462
Salaires et traitements	1 471 993	1 379 097
Charges sociales	692 543	605 237
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	43 242	46 935
Dotations aux provisions		44 282
Reports en fonds dédiés	52 494	21 500
Autres charges	1 961	44 429
<b>TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION (II)</b>	<b>3 023 965</b>	<b>2 766 728</b>
<b>RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)</b>	<b>24 792</b>	<b>262 608</b>
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>		
De participation		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	3 545	1 266
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
<b>TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS (III)</b>	<b>3 545</b>	<b>1 266</b>



# COMPTE DE RÉSULTAT

ASS CANAL

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

	Du 01/01/24 au 31/12/24	Du 01/01/23 au 31/12/23
CHARGES FINANCIÈRES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées	5	391
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
<b>TOTAL DES CHARGES FINANCIÈRES (IV)</b>	<b>5</b>	<b>391</b>
<b>RÉSULTAT FINANCIER (III - IV)</b>	<b>3 540</b>	<b>875</b>
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	3 566	11 902
Sur opérations en capital	725	2 495
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
<b>TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS (V)</b>	<b>4 291</b>	<b>14 397</b>
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion	4 449	2 706
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
<b>TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES (VI)</b>	<b>4 449</b>	<b>2 706</b>
<b>RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)</b>	<b>-158</b>	<b>11 690</b>
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)	748	145
<b>TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)</b>	<b>3 056 593</b>	<b>3 044 998</b>
<b>TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)</b>	<b>3 029 167</b>	<b>2 769 970</b>
<b>EXCÉDENT OU DÉFICIT</b>	<b>27 426</b>	<b>275 028</b>
EXCÉDENT OU DÉFICIT DES ACTIVITÉS SOCIALES ET MÉDICO-SOCIALES SOUS GESTION CONTRÔLÉE	-1 356	270 906
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature		
Prestations en nature	13 215	12 979
Bénévolat		
<b>TOTAL</b>	<b>13 215</b>	<b>12 979</b>
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature		
Mises à disposition gratuite de biens	13 215	12 979
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
<b>TOTAL</b>	<b>13 215</b>	<b>12 979</b>
<b>TOTAL</b>	<b>27 426</b>	<b>275 028</b>



## PRÉSENTATION

L'objet social de l'entité :

L'Association a pour objet de mener des actions de prévention spécialisée auprès des jeunes en difficultés. Le Territoire d'intervention de l'Association est actuellement situé sur les communes de Saint-Denis et Pierrefitte. Elle pourra, éventuellement, étendre ses activités à d'autres villes avoisinantes.

La nature et le périmètre des activités ou missions sociales réalisées :

Les actions menées par l'Association CANAL sont du registre de la prévention spécialisée. La prévention spécialisée est une action d'éducation spécialisée visant à permettre à des jeunes (11-24 ans) en voie de marginalisation de rompre avec l'isolement et de restaurer le lien social. Cette action est placée sous l'autorité du Département de la Seine Saint Denis dans le cadre des politiques menées pour venir en aide à l'enfance et l'Aide Sociale à l'Enfance (ASE). Les actions sont également menées en lien avec les Villes concernées (Saint Denis et Pierrefitte). La réglementation qui régit les actions est pour l'essentiel inscrite dans le code de l'Action sociale et des familles. Les actions menées varient en fonction des besoins des jeunes. Elles sont guidées par la spécificité de chaque jeune connu et suivi. Ces actions peuvent aller du conseil, à l'accompagnement, à l'appui institutionnel, le travail d'insertion, des actions d'éloignement ou des séjours de rupture ou encore des chantiers éducatifs. Cette liste n'est pas exhaustive car la nature même de la prévention spécialisée est fondée sur l'adaptation au besoin de chaque individu en fonction de son parcours spécifique.

Les moyens mis en oeuvre :

Les moyens mis en oeuvre sont la présence des éducatrices et éducateurs, des moyens de transport et d'accueil sur les territoires concernés (Pierrefitte et Saint Denis). Élaboration de projets éducatifs, mise en oeuvre, retour sur les actions menées, recherche de financements pour les projets, suivi personnalisé des jeunes, actions collectives. Les moyens sont toujours en lien avec la recherche de sens sur l'ensemble des activités proposées sur des bases de principes comme la solidarité, l'échange, l'effort, le travail, le don... Les projets et l'ensemble des actions font l'objet de rapports d'activités annuels communiqués aux partenaires, Département, Villes.

## FAITS CARACTÉRISTIQUES DE L'EXERCICE

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2024 dont le total est de 1 276 058,47 Euros, et le compte de résultat de l'exercice dégage un excédent de 27 426,49 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

## RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- image fidèle
- comparabilité et continuité de l'exploitation
- régularité et sincérité
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre
- indépendance des exercices

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les comptes annuels au 31/12/2024 ont été établis conformément aux règles comptables françaises suivant les prescriptions du règlement N° 2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général.



et celles du règlement n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

et celles du règlement n°2019-04 relatif aux organismes privés à but non lucratif gérant des établissements sociaux et médico-sociaux relevant du I de l'article L.312-1 du code de l'action sociale et des familles.

Pour l'application du règlement relatif à la comptabilisation, l'évaluation, l'amortissement et la dépréciation des actifs, l'entité a choisi la méthode prospective.

## IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, constitué de :

- leur prix d'achat (y compris droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux, escomptes de règlement),
- des coûts directement attribuables et engagés pour mettre ces actifs en état de fonctionner selon leurs utilisations envisagées,

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée d'utilité ou de la durée d'usage prévue :

- Installations et agencements	10 ans
- Logiciels	3 ans
- Installations générales	10 ans
- Matériel de bureau	5 ans
- Matériel informatique	3 ans
- Matériel de transport	3 et 5 ans
- Mobilier	10 ans

## CRÉANCES

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

## CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES

L'association bénéficie de mise à disposition gratuite de 4 locaux par Plaine Commune Habitat pour une valeur totale annuelle de 13 215 euros.

Les loyers sont valorisés selon les informations transmises par Plaine Commune Habitat et correspondent au montant notifié par le Département au budget 2024.

L'association ne bénéficie pas de bénévolat.



# ANNEXE

ASS CANAL

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

CADRE A		IMMOBILISATIONS		V. brute des immob. début d' exercice	Augmentations	
					suite à réévaluation	acquisitions
INCORPOR.	Frais d'établissement et de développement			TOTAL		
	Autres postes d'immobilisations incorporelles			TOTAL	5 332	
CORPORELLES	Terrains					
	Constructions	Sur sol propre				
		Sur sol d'autrui				
		Inst. générales, agencts & aménagts construct.				
	Installations techniques, matériel & outillage industriels			859		520
	Autres immos corporelles	Inst. générales, agencts & aménagts divers		93 706		
		Matériel de transport		191 105		37 173
		Matériel de bureau & mobilier informatique		89 832		6 659
		Emballages récupérables & divers				
Immobilisations corporelles en cours						
Avances et acomptes						
TOTAL				375 502		44 352
FINANCIERES	Participations évaluées par mise en équivalence					
	Autres participations					
	Autres titres immobilisés					
	Prêts et autres immobilisations financières			24 030		1 136
TOTAL				24 030		1 136
TOTAL GENERAL				404 864		45 488

CADRE B		IMMOBILISATIONS	Diminutions		Valeur brute des immob. fin ex.	Réévaluation légale/Valeur d'origine
			par virt poste	par cessions		
INCORPOR.	Frais d'établissement & dévelop.		TOTAL			
	Autres postes d'immob. incorporelles		TOTAL			5 332
CORPORELLES	Terrains					
	Constructions	Sur sol propre				
		Sur sol d'autrui				
		Inst. gal. agen. amé. cons				
	Inst. techniques, matériel & outillage indust.				1 379	
	Autres immos corporelles	Inst. gal. agen. amé. divers			93 706	
		Matériel de transport		16 309	211 969	
		Mat. bureau, inform., mobilier			96 491	
Emb. récupérables & divers						
Immobilisations corporelles en cours						
Avances et acomptes						
TOTAL				16 309	403 545	
FINANCIERES	Particip. évaluées par mise en équivalence					
	Autres participations					
	Autres titres immobilisés					
	Prêts & autres immob. financières				25 166	
TOTAL					25 166	
TOTAL GENERAL				16 309	434 043	

(1) Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés



# ANNEXE

ASS CANAL

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

CADRE A		SITUATIONS ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE DES AMORTISSEMENTS TECHNIQUES			
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES		Amortissements début d'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : amortis sortis de l'actif et reprises	Montant des amortissements à la fin de l'exercice
Frais d'établissement et de développement					
Fonds commercial					
Autres immobilisations incorporelles		2 032			2 032
TOTAL		2 032			2 032
Terrains					
Constructions	Sur sol propre				
	Sur sol d'autrui				
	Inst. générales agen. aménag.				
Inst. techniques matériel et outil. industriels		408	440		848
Autres immobs corporelles	Inst. générales agencem. amén.	16 563	9 387		25 951
	Matériel de transport	119 333	20 077	16 309	123 100
	Mat. bureau et informatiq., mob.	42 157	13 338		55 496
	Emballages récupérables divers				
TOTAL		178 461	43 242	16 309	205 394
TOTAL GENERAL		180 493	43 242	16 309	207 426

CADRE B		VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DÉROGATOIRES						
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES		DOTATIONS			REPRISES			Mouv. net des amorts fin de l'exercice
		Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	
Frais d'établissement								
Fonds commercial								
Autres immobs incorporelles								
TOTAL								
Terrains								
Constr.	Sur sol propre							
	Sur sol autrui							
	Inst. agenc. et amén.							
Inst. techn. mat. et outillage								
A. Immo. corp.	Inst. gales, ag. am div							
	Matériel transport							
	Mat. bureau mobilier inf.							
	Emballages réc. divers							
TOTAL								
Frais d'acquisition de titres de participations								
TOTAL GÉNÉRAL								
Total général non ventilé								

CADRE C		Mouvements de l'exercice affectant les charges réparties sur plusieurs exercices	Montant net au début de l'exercice	Augmentations	Dotations de l'exercice aux amortissements	Montant net à la fin de l'exercice
Frais d'émission d'emprunt à étaler						
Primes de remboursement des obligations						



## TABLEAU DES PROVISIONS

Nature des provisions		Montant au début de l'exercice	AUGMENTATIONS Dotations de l'exercice	DIMINUTIONS Reprises de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
Provisions réglementées	Prov. pour reconstit. gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissements				
	Provisions pour hausse des prix				
	Amortissements dérogatoires				
	<i>Dont majorations exceptionnelles de 30 %</i>				
	Pour prêts d'installation				
	Autres provisions réglementées				
TOTAL					
Provisions pour risques et charges	Provisions pour litiges	49 465			49 465
	Prov. pour garanties données aux clients				
	Prov. pour pertes sur marchés à terme				
	Provisions pour amendes et pénalités				
	Provisions pour pertes de change				
	Prov. pour pensions et obligations similaires	79 584		4 882	74 702
	Provisions pour impôts				
	Prov. pour renouvellement des immobilisations				
	Prov. pour gros entretien et grdes réparations				
	Prov. pour chges sociales, fiscales / congés à payer				
	Autres provisions pour risques et charges				
TOTAL		129 049		4 882	124 167
Provisions pour dépréciation	Sur immobilisations				
	- incorporelles				
	- corporelles				
	- Titres mis en équivalence				
	- titres de participation				
	- autres immobs financières				
	Sur stocks et en cours				
	Sur comptes clients				
	Autres provisions pour dépréciation				
TOTAL					
TOTAL GÉNÉRAL		129 049		4 882	124 167
Dont provisions pour pertes à terminaison					
Dont dotations & reprises	- d'exploitation			4 882	
	- financières				
	- exceptionnelles				

Titre mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée



## ÉTAT DES CRÉANCES À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE

ÉTAT DES CRÉANCES		Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'un an
ACTIF IMMOBILISÉ	Créances rattachées à des participations			
	Prêts (1) (2)			
	Autres immobilisations financières	25 166		25 166
ACTIF CIRCULANT	Clients douteux ou litigieux			
	Autres créances clients	87 863	87 863	
	Créances rep. titres prêtés : prov. / dep. antér.			
	Personnel et comptes rattachés	8 297	8 297	
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	346	346	
	Impôts sur les bénéfices			
	Etat & autres			
	coll. publiques			
	Autres impôts, taxes & versements assimilés			
	Divers	264 357	264 357	
	Groupe et associés (2)			
	Débiteurs divers (dont créances rel. op. de pens. de titres) (3)	11 926	11 926	
	Charges constatées d'avance	41 422	41 422	
TOTALUX		439 377	414 211	25 166
Renvois	(1) Montant			
	(2) des			
	(3) Créances reçues par legs ou donations			



# ANNEXE

ASS CANAL

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

## CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE

CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE	MONTANT
Exploitation	41 422
Financières	
Exceptionnelles	
<b>TOTAL</b>	<b>41 422</b>

## PRODUITS À RECEVOIR

PRODUITS À RECEVOIR INCLUS DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	MONTANT
Créances rattachées à des participations	
Autres immobilisations financières	
Créances clients et comptes rattachés	
Autres créances	270 429
Disponibilités	
<b>TOTAL</b>	<b>270 429</b>



TABEAU DE SUIVI DES SUBVENTIONS D'EXPLOITATION

Variation des fonds dédiés issue de	À l'ouverture de l'exercice montant global	Reports	Utilisations		Transferts	À la clôture de l'exercice	
			Montant global	Dont remboursements		Montant global	Dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
DRFIP séjour ski 2024	10 000		10 000				
Mairie Saint Denis	1 000		1 000				
CAF séjour cap vert	4 000		4 000				
Logirep séjour cap vert	4 000		4 000				
CDC Habitat chantier éduc séjour cap vert	2 500		2 500				
Bataillons		47 494				47 494	
CAF 2025		5 000				5 000	
TOTAL	21 500	52 494	21 500			52 494	



## ÉTAT DES DETTES À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE

ÉTAT DES DETTES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an & 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (1)				
Autres emprunts obligataires (1)				
Emprunts & dettes à 1 an max. à l'origine				
etbs de crédit (1) à plus d' 1 an à l'origine				
Emprunts & dettes financières divers (1)(2)				
Fournisseurs & comptes rattachés	97 061	97 061		
Personnel & comptes rattachés	153 259	153 259		
Sécurité sociale & autr organismes sociaux	152 331	152 331		
Etat & Impôts sur les bénéfices	726	726		
autres Taxe sur la valeur ajoutée				
collectiv. Obligations cautionnées				
publiques Autres impôts, tax & assimilés	40 038	40 038		
Dettes sur immobilisations & cpts rattachés				
Groupe & associés (2)				
Autres dettes (dt det. rel. opér. de titr.)	1 316	1 316		
Dette représentative des titres empruntés				
Produits constatés d'avance	138 330	138 330		
<b>TOTAUX</b>	<b>583 061</b>	<b>583 061</b>		

Renvois

- (1) Emprunts souscrits en cours d'exercice  
Emprunts remboursés en cours d'exer.
- (2) Montant divers emprunts, dett/associés

**PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE**

PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE	MONTANT
Exploitation	138 330
Financiers	
Exceptionnels	
<b>TOTAL DES PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE</b>	<b>138 330</b>

**CHARGES À PAYER**

CHARGES À PAYER INCLUSES DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	MONTANT
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières divers	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	24 654
Dettes fiscales et sociales	236 246
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Autres dettes	
<b>TOTAL DES CHARGES À PAYER</b>	<b>260 899</b>



## INDEMNITÉ DE DÉPART À LA RETRAITE

L'indemnité de départ à la retraite s'élève à la clôture de l'exercice à 74 702,01 Euros.

Cet engagement a été comptabilisé.

Cette indemnité correspond au montant des droits qui seraient acquis par les salariés en matière d'engagement de retraite en tenant compte d'une probabilité de présence dans l'association à l'âge de la retraite. Seuls les salariés de plus de 55 ans ont été pris en compte dans le calcul.

Cette information est conforme à la loi 123-13 du Code de Commerce.



## ANNEXE

**ASS CANAL**

**Du 01/01/2024 au 31/12/2024**

### **COMMISSAIRES AUX COMPTES**

Informations requises par l'article R 123-198-9° du Code de Commerce :

Le montant total des honoraires du Commissaire aux comptes figurant au compte de résultat s'élève à 12 300 € TTC.



## RÉMUNÉRATIONS DES ORGANES D'ADMINISTRATION, DE DIRECTION ET DE SURVEILLANCE

Il convient de noter que tous les Administrateurs de l'association exercent leurs mandats de façon bénévole et qu'ils ne perçoivent aucune rémunération à ce titre. Leurs notes de frais sont remboursées.

## LES EFFECTIFS

	31/12/2024	31/12/2023
<b>Personnel salarié :</b>	<b>43</b>	<b>44</b>
Ingénieurs et cadres	7	6
Agents de maîtrise		
Employés et techniciens	32	35
Ouvriers		
Contrat Apprentissage	4	3



# ANNEXE

ASS CANAL

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

## TABEAU DE VARIATION DES FONDS PROPRES

	Solde à l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution	Solde à la fin de l'exercice
Réserves					
Réserves pour projet de l'entité	129 883				129 883
Dont réserves des activités sociales et médico sociales sous gestion contrôlée	129 883				129 883
Excédents affectés à l'investissement	77 556				77 556
Réserve de couverture du BFR	73 043				73 043
Réserve de compensation					
Autres réserves					
Report à nouveau	-66 600	275 028			208 428
Dont report à nouveau des activités SMS sous gestion contrôlée	-11 724	270 906	258 514		517 696
Excédent ou déficit de l'exercice	275 028	-275 028	27 426		27 427
Dont résultat de l'exercice des activités SMS sous gestion contrôlée	270 906	-270 906		1 356	-1 356
Provisions réglementées					0
TOTAUX	488 910	0	27 426	0	516 337



## TABLEAU DE DETERMINATION DU RESULTAT EFFECTIF GLOBAL DE L'ENTITE

Tableau de détermination du résultat effectif global de l'entité	Exercice N	Exercice N-1
Résultat comptable	27 426,09	275 028,02
Reprise du résultat antérieur	173 183,10 -	15 656,76
Excédent ou déficit effectif global	200 609,19	259 371,26
Dont résultat effectif sous gestion propre	28 782,37	4 122,24
Dont résultat effectif sous gestion contrôlée	171 826,82	255 249,02